

En dérogation à la règle énoncée à l'alinéa précédent, le pécule de vacances est payé dans le courant du mois qui suit la date de la mise à la retraite, du décès, de la démission, du licenciement ou de la révocation de l'intéressé.

Pour l'application de l'alinéa précédent, le pécule de vacances est calculé compte tenu du pourcentage et de la retenue éventuelle en vigueur à la date considérée; le pourcentage est appliqué au traitement annuel qui sert de base au calcul du traitement dont l'agent bénéficie à la même date.

S'il ne bénéficie à cette date d'aucun traitement ou d'un traitement réduit, le pourcentage se calcule sur le (ou les) traitement(s) qui lui aurai(en)t été du(s).

§ 9. Une retenue de 13,07 % est effectuée sur le pécule de vacances. »

Art. 2. Un article 464quinquies, rédigé comme suit, est inséré dans le même arrêté :

« Art 464quinquies. En dérogation à l'article 342quater § 2, alinéa premier, le pourcentage du montant du pécule de vacances pour 2003 et pour 2004, sur base des prestations effectuées durant l'année qui précède, diffère en fonction du rang de l'agent selon le tableau ci-dessous :

Rang	Année/Jaar	2003	2004
	A1 à/tot A5 + B2	55 %	65 %
	B1 + C2	65 %	70 %
	C1 + D2 + E2	70 %	80 %
	D1 + E1	80 %	80 %

Art. 3. Le présent arrêté produit ses effets le 1^{er} mai 2003.

Art. 4. Le ministre qui a la Fonction publique dans ses attributions est chargé de l'exécution du présent arrêté.

Bruxelles, le 3 juillet 2003.

Pour le Gouvernement de la Région de Bruxelles-Capitale :

Le Ministre-Président du Gouvernement de la Région de Bruxelles-Capitale, chargé des Pouvoirs locaux, de l'Aménagement du Territoire, des Monuments et Sites, de la Rénovation urbaine et de la Recherche Scientifique,

D. DUCARME

Le Ministre du Gouvernement de la Région de Bruxelles-Capitale, chargé des Finances, du Budget, de la Fonction publique et des Relations Extérieures,

G. VANHENGEL

In afwijking van de in de vorige lid omschreven regel, wordt het vakantiegeld uitbetaald tijdens de maand volgend op de datum waarop de ambtenaar de leeftijdsgrens bereikt, of op de datum van overlijden, van ontslagneming, van afdanking of van afzetting van de belanghebbende.

Voor de toepassing van het vorige lid wordt het vakantiegeld berekend rekening houdend met het percentage en de eventuele inhouding die op de beschouwde datum gelden; het percentage wordt toegepast op de jaarwedde die als basis dient voor de berekening van de wedde die de ambtenaar op die datum geniet.

Wanneer hij op die datum geen wedde of een verminderde wedde geniet wordt het percentage berekend op de wedde(n) die hem dan verschuldigd zouden geweest zijn.

§ 9. Op het vakantiegeld wordt een inhouding van 13,07 % uitgevoerd. »

Art. 2. Een artikel 464quinquies wordt in hetzelfde besluit ingevoegd, luidende :

« Art 464quinquies. In afwijking van artikel 342quater, § 2, eerste lid, verschilt het percentage van het bedrag van het vakantiegeld voor 2003 en 2004, op basis van de in het voorgaande jaar geleverde prestaties, naar gelang van de rang van de ambtenaar volgens de hiernavolgende tabel :

Art. 3. Dit besluit heeft uitwerking met ingang van 1 mei 2003.

Art. 4. De minister bevoegd voor Openbaar Ambt wordt belast met de uitvoering van dit besluit.

Brussel, 3 juli 2003.

Voor de Brusselse Hoofdstedelijke Regering :

De Minister-Voorzitter van de Brusselse Hoofdstedelijke Regering, belast met Plaatselijke Besturen, Ruimtelijke Ordening, Monumenten en Landschappen, Stadsvernieuwing en Wetenschappelijk Onderzoek,

D. DUCARME

De Minister van de Brusselse Hoofdstedelijke Regering, belast met Financiën, Begroting, Openbaar Ambt en Externe Betrekkingen,
G. VANHENGEL

MINISTERE

DE LA REGION DE BRUXELLES-CAPITALE

F. 2003 — 3727

[C — 2003/31373]

3 JUILLET 2003. — Arrêté du Gouvernement de la Région de Bruxelles-Capitale relatif à la réduction des émissions de composés organiques volatils dans certaines installations dans l'industrie de revêtement de véhicules utilisant des solvants

Le Gouvernement de la Région de Bruxelles-Capitale,

Vu l'ordonnance du 5 juin 1997 relative aux permis d'environnement, notamment l'article 6, § 1^{er};

Vu l'arrêté du Gouvernement de la Région de Bruxelles-Capitale du 8 novembre 2001 fixant des conditions d'exploiter à certaines installations dans l'industrie de revêtement de véhicules;

Vu l'avis du Conseil de l'environnement du 8 janvier 2003;

Vu la délibération du Gouvernement sur la demande d'avis à donner par le Conseil d'Etat dans un délai ne dépassant pas un mois;

Vu l'avis 34.777/3 du Conseil d'Etat, donné le 3 juin 2003, en application de l'article 84, alinéa 1^{er}, 1°, des lois coordonnées sur le Conseil d'Etat;

MINISTERIE

VAN HET BRUSSELS HOOFDSTEDELIJK GEWEST

N. 2003 — 3727

[C — 2003/31373]

3 JULI 2003. — Besluit van de Brusselse Hoofdstedelijke Regering inzake de beperking van de emissie van vluchtige organische stoffen bij bepaalde installaties in de voertuigcoatingindustrie die gebruik maken van oplosmiddelen

De Brusselse Hoofdstedelijke Regering,

Gelet op de ordonnantie van 5 juni 1997 betreffende de milieuvuuringen, inzonderheid op artikel 6, § 1;

Gelet op het besluit van de Brusselse Hoofdstedelijke Regering van 8 november 2001 tot vaststelling van de exploitatievoorwaarden voor bepaalde installaties in de voertuigcoatingindustrie;

Gelet op het advies van de Raad voor het Leefmilieu van 8 januari 2003;

Gelet op de beslissing van de Regering over het verzoek aan de Raad van State om advies te geven binnen een termijn van een maand;

Gelet op advies 34.777/3 van de Raad van State, gegeven op 3 juni 2003, met toepassing van artikel 84, eerste lid, 1°, van de gecoördineerde wetten op de Raad van State;

Sur la proposition du Ministre de l'Environnement;
Après délibération,

Arrête :

Objet et champ d'application

Article 1^{er}. Le présent arrêté vise à transposer la directive 1999/13/CE du Conseil du 11 mars 1999 relative à la réduction des émissions de composés organiques volatils dues à l'utilisation de solvants organiques dans certaines activités et installations. A cette fin, il a pour objet de prévenir ou de réduire les effets directs ou indirects des émissions de composés organiques volatils dans l'environnement, principalement dans l'air, ainsi que les risques potentiels pour la santé publique, par des mesures et des procédures à mettre en œuvre dans les installations reprises à la rubrique n° 138 de l'arrêté du Gouvernement de la Région de Bruxelles-Capitale du 4 mars 1999 fixant la liste des installations de classe I B, II et III en exécution de l'article 4 de l'ordonnance du 5 juin 1997 relative aux permis d'environnement, dont la consommation annuelle de solvant organique est supérieure à 15 tonnes par an et qui procèdent au revêtement de véhicules.

Toutes les installations de revêtement de véhicules dont la consommation en solvant est inférieure à 15 tonnes de solvant par an, devront respecter l'arrêté du Gouvernement de la Région de Bruxelles-Capitale fixant des conditions d'exploiter à certaines installations de mise en peinture ou retouche de véhicules ou partie de véhicules utilisant des solvants.

Définitions

Art. 2. Au sens du présent arrêté, on entend par :

1° installation : une unité technique fixe dans laquelle interviennent une ou plusieurs des activités entrant dans le champ d'application défini à l'article 1^{er}, ainsi que toute autre activité s'y rapportant directement qui est liée techniquement aux activités exercées sur le site et qui est susceptible d'avoir des incidences sur les émissions;

2° installation existante : une installation en service ou une installation autorisée par un permis d'environnement ou ayant fait l'objet d'une demande complète de permis d'environnement, à condition que cette installation ait été mise en service au plus tard le 1^{er} avril 2002;

3° modification substantielle :

pour les installations d'une capacité de consommation de solvants de plus de 150 kg par heure ou de plus de 200 tonnes par an, une modification de l'exploitation qui, de l'avis de l'Institut bruxellois pour la gestion de l'environnement, peut avoir des incidences négatives et significatives sur les personnes ou sur l'environnement;

pour les autres installations, une modification de la capacité nominale donnant lieu à une augmentation de plus de 10 % des émissions de composés organiques volatils ou toute modification qui, de l'avis de l'Institut bruxellois pour la gestion de l'environnement, peut avoir des incidences néfastes significatives sur la santé humaine ou sur l'environnement;

4° Institut : Institut bruxellois pour la gestion de l'environnement, créé par l'arrêté royal du 8 mars 1989 créant l'Institut bruxellois pour la gestion de l'environnement;

5° émission : tout rejet dans l'environnement de composés organiques volatils, imputables à une installation;

6° émission diffuse : toute émission, qui n'a pas lieu sous la forme de gaz résiduels, de composés organiques volatils dans l'air, le sol et l'eau, ainsi que de solvants contenus dans des produits. Ce terme couvre aussi les émissions non captées qui sont libérées dans l'environnement extérieur par les fenêtres, les portes, les événements ou des ouvertures similaires;

7° gaz résiduels : le rejet gazeux final contenant des composés organiques volatils ou d'autres polluants et rejetés dans l'air par une cheminée ou d'autres équipements de réduction; les débits volumétriques sont exprimés en mètres cubes par heure aux conditions standards;

8° total des émissions : la somme des émissions diffuses et des émissions dans les gaz résiduels;

9° valeur limite d'émission : la masse des composés organiques volatils, exprimée en fonction de certains paramètres spécifiques, la concentration, le pourcentage et/ou le niveau d'une émission calculée, dans des conditions normales, N, à ne pas dépasser au cours d'une ou de plusieurs périodes données;

10° substance : tout élément chimique et ses composés tels qu'ils se présentent à l'état naturel ou tels qu'ils sont produits par l'industrie, que ce soit sous forme solide, liquide ou gazeuse;

Op voorstel van de Minister van Leefmilieu,
Na beraadslaging,

Besluit :

Doel en toepassingsgebied

Artikel 1. Dit besluit heeft de omzetting tot doel van richtlijn 1999/13/EG van de Raad van 11 maart 1999 inzake de beperking van de emissie van vluchtige organische stoffen ten gevolge van het gebruik van organische oplosmiddelen bij bepaalde werkzaamheden en in installaties. Het heeft tot doel de directe en indirecte effecten van de emissie van vluchtige organische stoffen in het milieu, voornamelijk de lucht, en de mogelijke risico's voor de menselijke gezondheid te voorkomen of te verminderen door maatregelen vast te stellen en procedures in te voeren voor de installaties die opgenomen zijn in rubriek 138 van het besluit van de Brusselse Hoofdstedelijke Regering van 4 maart 1999 tot vaststelling van de ingedeelde inrichtingen van klasse IB, II en III met toepassing van artikel 4 van de ordonnantie van 5 juni 1997 betreffende de milieuvergunningen, met name voertuigcoatinginstallaties waarvan het jaarlijkse verbruik van organische oplosmiddelen meer dan 15 ton per jaar bedraagt.

De voertuigcoatinginstallaties waarvan het jaarlijkse verbruik van organische oplosmiddelen minder dan 15 ton per jaar bedraagt, moeten voldoen aan het besluit van de Brusselse Hoofdstedelijke Regering tot vaststelling van de exploitatievoorwaarden voor bepaalde installaties voor het overspuiten van voertuigen of voertuigonderdelen die gebruik maken van oplosmiddelen.

Definities

Art. 2. Voor de toepassing van dit besluit wordt verstaan onder :

1° installatie : een vaste technische eenheid waar een of meer van de onder artikel 1 vallende activiteiten plaatsvinden, en alle andere daar rechtstreeks mee samenhangende activiteiten die technisch verband houden met de op die locatie verrichte activiteiten en van invloed kunnen zijn op emissies;

2° bestaande installatie : een installatie in bedrijf of een installatie waarvoor een milieuvergunning is verleend of waarvoor een volledige aanvraag om een vergunning is ingediend, mits de installatie uiterlijk op 1 april 2002 in gebruik is genomen;

3° belangrijke wijziging :

voor installaties met een verbruikscapaciteit van meer dan 150 kg oplosmiddel per uur of meer dan 200 ton/jaar : een wijziging van de exploitatie die naar de mening van het Brussels Instituut voor Milieubeheer aanzienlijke negatieve gevolgen voor de menselijke gezondheid of het milieu kan hebben;

voor alle andere installaties : een verandering van de nominale capaciteit die leidt tot een toename van de emissies van vluchtige organische stoffen met meer dan 10 %, of iedere verandering die naar de mening van het Brussels Instituut voor Milieubeheer aanzienlijke negatieve gevolgen voor de menselijke gezondheid of het milieu kan hebben;

4° Instituut : Brussels Instituut voor Milieubeheer, opgericht bij het koninklijk besluit van 8 maart 1989 tot oprichting van het Brussels Instituut voor Milieubeheer;

5° emissie : de uitstoot van vluchtige organische stoffen uit een installatie in het milieu;

6° diffuse emissies : emissies, in een andere vorm dan van afgassen, van vluchtige organische stoffen in lucht, bodem of water alsmede oplosmiddelen die zich in enig product bevinden. Hieronder zijn begrepen de niet opgevangen emissies die via ramen, deuren, ventilatiekanalen, ontluchtingen en soortgelijke openingen in het milieu terechtkomen;

7° afgassen : de uiteindelijke uitwerp in de lucht van gassen met vluchtige organische stoffen of andere verontreinigende stoffen uit een afgaskanaal of uit nabehandlungsapparatuur in de lucht. Het volumetrisch debiet wordt uitgedrukt in m³/uur bij normale omstandigheden;

8° totale emissie : de som van diffuse emissies en emissies van afgassen;

9° emissiegrenswaarde : de massa vluchtige organische stoffen, uitgedrukt als bepaalde specifieke parameters, concentratie, percentage en/of niveau van een emissie, berekend in standaardomstandigheden (N) die gedurende een of meer periodes niet overschreden mogen worden;

10° stoffen : chemische elementen en hun verbindingen die in de natuur voorkomen of door de industrie worden geproduceerd, in vaste of vloeibare of gasvorm;

11° composé organique : tout composé contenant au moins l'élément carbone et un ou plusieurs des éléments suivants : hydrogène, halogènes, oxygène, soufre, phosphore, silicium ou azote, à l'exception des oxydes de carbone et des carbonates et bicarbonates inorganiques;

12° composé organique volatil (COV) : tout composé organique ayant une pression de vapeur de 0,01 kPa ou plus à une température de 293,15 K ou ayant une volatilité correspondante dans les conditions d'utilisation particulières. Aux fins du présent arrêté, la fraction de créosote qui dépasse cette valeur de pression de vapeur à la température de 293,15 K est considérée comme un COV;

13° solvant organique : tout COV utilisé seul ou en association avec d'autres agents, sans subir de modification chimique, pour dissoudre des matières premières, des produits ou des déchets ou utilisé comme agent de nettoyage pour dissoudre des salissures ou comme dissolvant, dispersant, correcteur de viscosité, correcteur de tension superficielle, plastifiant ou agent protecteur;

14° solvant organique halogéné : un solvant organique contenant au moins un atome de brome, de chlore, de fluor ou d'iode par molécule;

15° consommation : quantité totale de solvants organiques utilisée dans une installation par année calendrier ou toute autre période de douze mois, moins les COV récupérés en vertu de leur réutilisation;

16° solvants organiques utilisés à l'entrée : la quantité de solvants organiques, à l'état pur ou dans des préparations, qui est utilisée dans l'exercice d'une activité, y compris les solvants recyclés à l'intérieur ou à l'extérieur de l'installation, qui sont comptés chaque fois qu'ils sont utilisés pour l'exercice de l'activité;

17° réutilisation de solvants organiques : l'utilisation à des fins techniques ou commerciales, y compris en tant que combustible, de solvants organiques récupérés dans une installation; n'entrent pas dans cette définition les solvants organiques récupérés qui sont évacués définitivement comme déchets;

18° débit massique : la quantité de COV libérés, exprimée en unité de masse/heure;

19° capacité nominale : la masse maximale, exprimée en moyenne journalière, de solvants organiques utilisés dans une installation lorsque celle-ci fonctionne dans des conditions normales et à son rendement prévu;

20° conditions maîtrisées : les conditions selon lesquelles une installation fonctionne de façon à ce que les COV libérés par l'activité soient captés et émis de manière contrôlée, par le biais soit d'une cheminée, soit d'un équipement de réduction et ne soient, par conséquent, plus entièrement diffus;

21° conditions standards : une température de 273,15 K et une pression de 101,3 kPa;

22° extraits secs : toutes les substances présentes dans les revêtements qui deviennent solides après évaporation de l'eau ou des composés organiques volatils.

23° revêtement : toute préparation, y compris tous les solvants organiques ou préparations contenant des solvants organiques nécessaires pour une application adéquate, utilisée pour obtenir un effet décoratif, un effet protecteur ou tout autre effet fonctionnel sur une surface, sur :

a) les automobiles neuves de la catégorie M1 au sens de l'arrêté royal du 15 mars 1968 portant règlement général sur les conditions techniques auxquelles doivent répondre les véhicules automobiles et leurs remorques, leurs éléments ainsi que les accessoires de sécurité, et de la catégorie N1 si elles sont traitées dans la même installation que les véhicules M1,

b) les cabines de camion, c'est-à-dire l'habitacle du conducteur, ainsi que tout habitacle intégré et destiné à l'équipement technique des véhicules des catégories N2 et N3 au sens de l'arrêté royal du 15 mars 1968,

c) les camions et remorques, c'est-à-dire les véhicules des catégories N1, N2 et N3 au sens de l'arrêté royal du 15 mars 1968, à l'exclusion des cabines de camion,

d) les autobus, c'est-à-dire les véhicules des catégories M2 et M3 au sens de l'arrêté royal du 15 mars 1968,

e) les remorques des catégories O1, O2, O3 et O4 au sens de l'arrêté royal du 15 mars 1968,

24° préparation : un mélange ou une solution composé de deux substances ou plus;

11° organische verbinding : een verbinding die ten minste het element koolstof bevat en daarnaast een of meer van de volgende elementen : waterstof, halogenen, zuurstof, zwavel, fosfor, silicium en stikstof, met uitzondering van koolstofoxiden en anorganische carbonaten en bicarbonaten;

12° vluchtige organische stof (VOS) : een organische verbinding die bij 293,15 K een dampspanning van 0,01 kPa of meer of onder de specifieke gebruiksomstandigheden een vergelijkbare vluchtigheid heeft. Voor de toepassing van dit besluit wordt de fractie creosoot die deze dampspanning bij 293,15 K overschrijdt als een VOS beschouwd;

13° organisch oplosmiddel : een vluchtige organische stof die alleen of in combinatie met andere stoffen en zonder een chemische verandering te ondergaan wordt gebruikt om grondstoffen, producten of afvalmaterialen op te lossen of als schoonmaakmiddel om verontreinigingen op te lossen, dan wel als verdunner, als dispergeermiddel, om de viscositeit aan te passen, om de oppervlaktetension aan te passen, als weekmaker of als conserveermiddel;

14° gehalogeneerd organisch oplosmiddel : een organisch oplosmiddel dat ten minste één broom-, chloor-, fluor- of jodiumatoom per molecuul bevat;

15° verbruik : de totale input van organische oplosmiddelen per kalenderjaar of een andere periode van twaalf maanden in een installatie, verminderd met eventuele VOS die voor hergebruik worden teruggewonnen;

16° input : de hoeveelheid organische oplosmiddelen en de hoeveelheid daarvan in preparaten die tijdens het uitvoeren van een activiteit worden gebruikt, met inbegrip van de gerecycleerde oplosmiddelen, binnen en buiten de installatie, die telkens worden meegerekend wanneer zij worden gebruikt om de activiteit uit te oefenen;

17° hergebruik van organische oplosmiddelen : het gebruik van uit een installatie teruggewonnen organische oplosmiddelen voor elk technisch of commercieel doel, met inbegrip van het gebruik als brandstof maar met uitzondering van de definitieve verwijdering van deze teruggewonnen organische oplosmiddelen als afval;

18° massastroom : de hoeveelheid vrijgekomen VOS in eenheden of massa/uur;

19° nominale capaciteit : de massa van de organische oplosmiddelen die een installatie gemiddeld over één dag maximaal als input gebruikt, als de installatie onder normale bedrijfsomstandigheden bij de ontwerp-output functioneert;

20° gesloten systeem : een systeem dat zodanig functioneert dat de uit de activiteit vrijkomende VOS beheerst worden afgevangen en uitgestoten, hetzij via een afgaskanaal of via nabehandelingsapparatuur, en derhalve niet volledig diffuus zijn;

21° normale omstandigheden : een temperatuur van 273,15 Kelvin en een druk van 101,3 kPa;

22° vaste stof : ieder materiaal in inkt, lak en kleefstof dat vast wordt wanneer het water of de vluchtige organische stoffen zijn verdampt;

23° coating : een preparaat, met inbegrip van alle voor een juist gebruik benodigde organische oplosmiddelen of preparaten die organische oplosmiddelen bevatten, dat wordt gebruikt om op een oppervlak voor een decoratief, beschermend of ander functioneel effect te zorgen, op :

a) nieuwe auto's die in het koninklijk besluit van 15 maart 1968 houdende algemeen reglement op de technische eisen waaraan de auto's, hun aanhangwagens, hun onderdelen en hun veiligheidstoebehoren moeten voldoen, worden gedefinieerd als voertuigen van categorie M1 en, voorzover de coating plaatsvindt in dezelfde installatie als voertuigen van M1, van categorie N1;

b) vrachtwagencabines, gedefinieerd als de behuizing voor de chauffeur, en de daarmee geïntegreerde behuizing voor de technische apparatuur van voertuigen die in het koninklijk besluit van 15 maart 1968 als voertuigen van de categorieën N2 en N3 worden gedefinieerd;

c) bestelwagens en vrachtwagens, in het koninklijk besluit van 15 maart 1968 gedefinieerd als voertuigen van de categorieën N1, N2 en N3, met uitzondering van vrachtwagencabines;

d) bussen, in het koninklijk besluit van 15 maart 1968 gedefinieerd als voertuigen van de categorieën M2 en M3;

e) aanhangwagens, gedefinieerd in de categorieën O1, O2, O3 en O4 in het koninklijk besluit van 15 maart 1968;

24° preparaat : een mengsel of oplossing, bestaande uit twee of meer stoffen;

25° vernis : revêtement incolore qui fournit le brillant final et les propriétés de résistance du revêtement.

26° organisme agréé : personne physique ou morale répondant aux prescriptions de l'article 275 du RGIE;

27° R.G.I.E. : arrêté royal du 10 mars 1981 rendant obligatoire le Règlement Général sur les Installations Electriques pour les installations domestiques et certaines lignes de transport et de distribution d'énergie électrique - arrêté royal du 2 septembre 1981 modifiant le Règlement Général sur les Installations Electriques et le rendant obligatoire dans les établissements classés comme dangereux, insalubres ou incommodes ainsi que ceux visés à l'article 28 du Règlement général pour la protection du travail.

Normes d'émission de COV

Art. 3. Les valeurs limites d'émission totale sont exprimées en grammes de solvant émis par mètre carré de surface du produit et en kilogrammes de solvant émis par carrosserie de voiture.

La surface des produits indiqués au tableau présenté ci-dessous est définie comme suit :

- l'aire calculée sur la base de la surface de revêtement électrophorétique totale et l'aire de toutes les parties qui sont éventuellement ajoutées lors d'étapes successives du traitement et qui reçoivent le même revêtement que celui utilisé pour le produit en question, ou l'aire totale du produit traité dans l'installation.

L'aire de la surface de revêtement électrophorétique est calculée à l'aide de la formule suivante :

2 x poids total de la coque

épaisseur moyenne de la tôle x densité de la tôle

Cette méthode est appliquée également pour d'autres parties en tôle.

La conception assistée par ordinateur ou d'autres méthodes équivalentes sont utilisées pour le calcul de l'aire des autres parties ajoutées ou de l'aire totale traitée dans l'installation.

Les installations doivent être conformes aux valeurs limites totales d'émissions, reprises dans le tableau suivant :

Activités (seuil de consommation de solvant en tonnes/an)	Seuil de production (production annuelle du produit traité)	Valeur limite totale	
		Installations nouvelles	Installations existantes
Revêtement d'automobiles neuves (> 15)	> 5000	45 g/m ² ou 1,3 kg/carrosserie + 33 g/m ²	60 g/m ² ou 1,9 kg/carrosserie + 41 g/m ²
	≤ 5000 (monocoque) ou > 3000 (châssis)	90 g/m ² ou 1,5 kg/carrosserie + 70 g/m ²	90 g/m ² ou 1,5 kg/carrosserie + 70 g/m ²
Revêtement de cabines de camion neuves (> 15)	≤ 5000 > 5000	65 g/m ² 55 g/m ²	85 g/m ² 75 g/m ²
Revêtement de camionnettes et de camions neufs (> 15)	≤ 2500 > 2500	90 g/m ² 70 g/m ²	120 g/m ² 90 g/m ²
Revêtement d'autobus neufs (> 15)	≤ 2000 > 2000	210 g/m ² 150 g/m ²	290 g/m ² 225 g/m ²

Activiteit (drempelwaarde voor verbruik oplosmiddelen in ton/jaar)	Drempelwaarde productie (geldt voor de jaarlijkse productie van gecoat materiaal)	Totale emissiegrenswaarde	
		Nieuwe installaties	Bestaande installaties
Coating van nieuwe auto's (> 15)	> 5000	45 g/m ² of 1,3 kg/auto + 33 g/m ²	60 g/m ² ou 1,9 kg/auto + 41 g/m ²
	≤ 5000 (zelfdragend) of > 3000 (met chassis)	90 g/m ² of 1,5 kg/auto + 70 g/m ²	90 g/m ² of 1,5 kg/auto + 70 g/m ²
Coating van nieuwe vrachtwagencabines (> 15)	≤ 5000 > 5000	65 g/m ² 55 g/m ²	85 g/m ² 75 g/m ²
Coating van nieuwe bestelwagens en vrachtwagens (> 15)	≤ 2500 > 2500	90 g/m ² 70 g/m ²	120 g/m ² 90 g/m ²
Coating van nieuwe bussen (> 15)	≤ 2000 > 2000	210 g/m ² 150 g/m ²	290 g/m ² 225 g/m ²

25° lak : een doorzichtige coating die de eindglans en de sterkte aan de coating geeft;

26° erkend orgaan : natuurlijke of rechtspersoon die aan de voorschriften van artikel 275 van het AREI voldoet;

27° A.R.E.I. : Algemeen Reglement op de Elektrische Installaties (koninklijk besluit van 10 maart 1981 waarbij het Algemeen Reglement op de Elektrische Installaties voor de huishoudelijke installaties en sommige lijnen van transport en verdeling van elektrische energie bindend wordt verklaard en koninklijk besluit van 2 september 1981 houdende wijziging van het Algemeen Reglement op de Elektrische Installaties en houdende bindendverklaring ervan op de elektrische installaties in inrichtingen gerangschikt als gevaarlijk, ongezond of hinderlijk en in inrichtingen beoogd bij artikel 28 van het ARAB.

Emissienormen voor VOS

Art. 3. De totale emissiegrenswaarden zijn uitgedrukt in gram uitgestoten oplosmiddel per m² vervaardigd product en in kilogram uitgestoten oplosmiddel per carrosserie.

Het oppervlak van de in de onderstaande tabel vermelde producten wordt als volgt gedefinieerd :

- het berekende oppervlak van het totale elektroforetisch coatingvlak en het oppervlak van delen die eventueel in latere fasen van het coatingproces worden toegevoegd en met dezelfde coating worden bekleed als voor het desbetreffende product wordt gebruikt, of het totale oppervlak van het in de installatie gecoate product.

Het oppervlak van het elektroforetisch coatingvlak wordt berekend met de volgende formule :

2 x gewicht product zonder coating

gemiddelde dikte metaalplaat x dichtheid metaalplaat

Deze methode wordt ook gebruikt voor andere gecoate onderdelen van metaalplaat.

Voor de berekening van het oppervlak van de andere toegevoegde delen of het totale in de installatie gecoate oppervlak wordt gebruik gemaakt van CAD (computergestuurd ontwerp) of andere gelijkwaardige methoden.

De installaties moeten voldoen aan de totale emissiegrenswaarden in de onderstaande tabel :

Le mode de calcul des émissions totales est spécifié dans le permis d'environnement.

Modification substantielle

Art. 4. Dans le cas où une installation subit une modification substantielle ou entre pour la première fois dans le champ d'application du présent arrêté à la suite d'une modification substantielle, la partie de l'installation qui subit cette modification substantielle est traitée comme une nouvelle installation.

Par dérogation à l'alinéa précédent, la partie de l'installation qui subit cette modification substantielle peut être considérée comme une installation existante. La demande de dérogation, dûment motivée et justifiée, doit être adressée à l'Institut.

La dérogation ne pourra être obtenue que si le total des émissions de l'ensemble de l'installation ne dépasse pas le niveau qui aurait été atteint si la partie qui a subi une modification substantielle avait été traitée comme une nouvelle installation.

Notification d'informations

Art. 5. Les exploitants sont tenus de notifier à l'Institut, chaque année pour le 31 mars au plus tard, les informations spécifiées dans leur permis d'environnement.

Ces informations sont à fournir à partir de l'année 2004 pour les nouvelles installations et pour les installations existantes. Les informations concernent les données relatives à l'année civile précédente.

Emissions de COV dangereux

Art. 6. § 1^{er}. Sont interdites, en raison de leur teneur en COV classés cancérigènes, mutagènes ou toxiques pour la reproduction, les substances ou préparations auxquelles sont attribuées ou sur lesquelles doivent être apposées les phrases de risques suivantes ou plusieurs de celles-ci :

- R45 – Peut causer le cancer
- R46 – Peut causer des altérations génétiques héréditaires
- R49 – Peut causer le cancer par inhalation
- R60 – Peut altérer la fertilité
- R61 – Risque, pendant la grossesse, d'effets néfastes pour l'enfant

Toutefois, le permis d'environnement peut autoriser l'utilisation de telles substances ou préparations, eu égard :

- à l'adéquation des options possibles;
- à leurs effets potentiels sur la santé humaine en général et lors de l'exposition professionnelle en particulier;
- à leurs effets éventuels sur l'environnement;
- à leurs conséquences économiques, notamment coûts et avantages.

Dans ce cas, le permis fixe la date à partir de laquelle elles sont remplacées par des substances ou des préparations moins nocives.

§ 2. Les émissions des COV visés au § 1^{er}, dont le débit massique de la somme des composés justifiant l'étiquetage visé audit paragraphe est supérieur ou égal à 10 g/h, respectent une valeur limite d'émission de 2 mg/Nm³. La valeur limite d'émission se rapporte à la somme massique des différents composés.

§ 3. Les émissions des COV halogénés auxquels est attribuée la phrase de risque R40, dont le débit massique de la somme des composés justifiant l'étiquetage R40 est supérieur ou égal à 100 g/h, respectent une valeur limite d'émission de 20 mg/Nm³. La valeur limite d'émission se rapporte à la somme massique des différents composés.

Respect des valeurs limites d'émission

Art. 7. § 1^{er}. Pour les mesures continues, on considère que les valeurs limites d'émission sont respectées lorsque :

1° aucune des moyennes portant sur vingt-quatre heures d'exploitation normale ne dépasse les valeurs limites d'émission;

et

2° aucune des moyennes horaires n'est supérieure à 1,5 fois la valeur limite d'émission.

Pour les mesures périodiques, trois relevés au moins doivent être dressés au cours de chaque campagne de mesure.

De berekening van de totale emissie wordt gespecificeerd in de milieuvergunning.

Belangrijke wijziging

Art. 4. Indien een installatie een belangrijke wijziging ondergaat of na een belangrijke wijziging voor het eerst onder dit besluit valt, wordt het deel van de installatie dat de belangrijke wijziging ondergaat behandeld als nieuwe installatie.

In afwijking van het vorige lid kan het deel van de installatie dat de belangrijke wijziging ondergaat als een bestaande installatie worden behandeld. De afwijkingsaanvraag moet naar behoren worden gemotiveerd en aan het Instituut worden gericht.

De afwijking kan slechts worden toegekend indien de totale emissies van de gehele installatie niet hoger zijn dan wanneer het deel dat belangrijke wijzigingen heeft ondergaan als nieuwe installatie was behandeld.

Meldingsplicht

Art. 5. De exploitanten moeten het Instituut elk jaar uiterlijk op 31 maart de in hun milieuvergunning vermelde gegevens verstrekken.

Die gegevens moeten worden verstrekt vanaf het jaar 2004 voor de nieuwe installaties en voor de bestaande installaties. De gegevens slaan op het vorige kalenderjaar.

Emissies van gevaarlijke VOS

Art. 6. § 1. Zijn verboden : stoffen of preparaten waaraan, wegens hun gehalte aan VOS die als kankerverwekkend, mutageen of giftig voor de voortplanting zijn ingedeeld, een of meer van de volgende risicozinnen is of zijn toegekend of die van deze zinnen moeten zijn voorzien :

- R45 – Kan kanker veroorzaken
- R46 – Kan erfelijke genetische schade veroorzaken
- R49 – Kan kanker veroorzaken bij inademing
- R60 – Kan de vruchtbaarheid schaden
- R61 – Kan het ongeboren kind schaden

De milieuvergunning kan evenwel het gebruik van die stoffen of preparaten toestaan, rekening houdend met :

- de geschiktheid voor het gebruik van de mogelijke opties;
- hun potentiële effecten op de menselijke gezondheid in het algemeen en tijdens de blootstelling op het werk in het bijzonder;
- hun eventuele effecten op het leefmilieu;
- hun economische effecten, met name hun kosten en voordelen.

In dat geval bepaalt de milieuvergunning vanaf welke datum ze door minder schadelijke stoffen of preparaten moeten worden vervangen.

§ 2. Voor de uitstoot van de in § 1 vermelde VOS, waarbij de massastroom van de stoffen waarvoor de in die paragraaf vermelde etikettering verplicht is, in totaal 10 g/uur of meer bedraagt, moet een emissiegrenswaarde van 2 mg/nm³ in acht worden genomen. De emissiegrenswaarde geldt voor de totale massa van de betrokken stoffen.

§ 3. Voor de uitstoot van gehalogeneerde VOS waaraan de risicozin R40 is toegekend, waarbij de massastroom van de stoffen waarvoor de vermelding van R40 verplicht is, in totaal 100 g/uur of meer bedraagt, moet een emissiegrenswaarde van 20 mg/nm³ in acht worden genomen. De emissiegrenswaarde geldt voor de totale massa van de betrokken stoffen.

Naleving van de emissiegrenswaarden

Art. 7. § 1. Bij doorlopende metingen wordt geacht aan de emissiegrenswaarden voldaan te zijn indien :

1° geen van de gemiddelden onder normale omstandigheden gedurende 24 uur normaal bedrijf hoger is dan de emissiegrenswaarden

en

2° geen van de uurgemiddelden onder normale omstandigheden hoger is dan 1,5 maal de emissiegrenswaarden.

Bij periodieke metingen worden gedurende elke meetcampagne minstens drie meetresultaten opgetekend.

On considère que les valeurs limites d'émission sont respectées lorsque, au cours d'une opération de surveillance :

1° la moyenne de toutes les mesures ne dépasse pas les valeurs limites d'émission

et

2° aucune des moyennes horaires n'est supérieure à 1,5 fois la valeur limite d'émission.

§ 2. La conformité avec les dispositions de l'article 6, §§ 2 et 3, est vérifiée sur la base de la somme des concentrations en masse de chacun des composés organiques volatils concernés. Dans tous les autres cas, la conformité est vérifiée sur la base de la masse totale de carbone organique émis.

La conformité doit être vérifiée à la suite d'une modification substantielle.

§ 3. Des volumes de gaz peuvent être ajoutés aux gaz résiduels à des fins de refroidissement ou de dilution lorsque cette opération est techniquement justifiée, mais ils ne sont pas pris en considération pour la détermination de la concentration en masse du polluant dans les gaz résiduels.

Non-conformité

Art. 8. Lorsqu'une infraction aux exigences du présent arrêté est constatée, les agents chargés de la surveillance, conformément à l'ordonnance du 25 mars 1999 relative à la recherche, la constatation, la poursuite et la répression des infractions en matière d'environnement, prennent ou ordonnent même verbalement les mesures nécessaires pour rétablir dans les plus brefs délais possibles la conformité avec le présent arrêté.

En cas de non-conformité causant un danger direct pour la santé humaine, la suspension de l'activité est ordonnée.

Changement d'exploitant

Art. 9. Outre l'obligation pour le cédant et le repreneur de notifier immédiatement tout changement d'exploitant à l'Institut, toute personne cédant son exploitation est tenue d'informer le repreneur de ses obligations en matière d'environnement.

En particulier, il lui transmet copie de tous les permis et décisions concernant les installations reprises, une copie de toutes les déclarations antérieures prescrites par le présent arrêté, ainsi qu'une copie des courriers de l'Institut, relatifs à la mise en conformité des installations par rapport aux prescriptions du présent arrêté.

Disposition transitoire

Art. 10. Les installations existantes devront être conformes aux dispositions de l'article 3 au plus tard le 31 octobre 2007.

L'article 3 s'applique dès l'entrée en vigueur du présent arrêté aux installations nouvelles.

Les installations existantes devront être conformes au § 1^{er} de l'article 6, six mois après l'entrée en vigueur du présent arrêté et aux §§ 2 et 3 de l'article 6 au plus tard le 31 décembre 2004.

Le permis d'environnement peut fixer un terme plus court dans les cas où le voisinage de l'entreprise nécessite une protection spéciale.

L'article 6 s'applique dès l'entrée en vigueur du présent arrêté aux installations nouvelles.

Disposition abrogatoire

Art. 11. L'arrêté du Gouvernement de la Région de Bruxelles-Capitale du 8 novembre 2001 fixant des conditions d'exploiter à certaines installations dans l'industrie de revêtement de véhicules est abrogé.

Entrée en vigueur

Art. 12. Le présent arrêté entre en vigueur le jour de sa publication au *Moniteur belge*.

Bij periodieke metingen wordt geacht aan de emissiegrenswaarden voldaan te zijn indien in één toezichtcampagne :

1° het gemiddelde van alle metingen onder normale omstandigheden niet hoger is dan de emissiegrenswaarden

en

2° geen van de uurgemiddelden onder normale omstandigheden hoger is dan 1,5 maal de emissiegrenswaarden.

§ 2. De naleving van artikel 6, §§ 2 en 3, wordt gecontroleerd op basis van de som van de massaconcentraties van de verschillende betrokken vluchtige organische stoffen. In alle andere gevallen vindt de controle op de naleving plaats op basis van de totale massa organische koolstof die wordt uitgestoten.

Na een belangrijke wijziging dient te worden gecontroleerd of de installaties nog aan de eisen van dit besluit voldoen.

§ 3. Gasvolumes mogen worden toegevoegd om de afgassen af te koelen of te verdunnen indien dit technisch gerechtvaardigd is, maar worden niet meegeteld bij het vaststellen van de massaconcentratie van de verontreinigende stof in het afgas.

Niet-naleving

Art. 8. Wanneer wordt vastgesteld dat niet aan de eisen van dit besluit is voldaan, nemen de personeelsleden die overeenkomstig de ordonnantie van 25 maart 1999 betreffende de opsporing, de vaststelling, de vervolging en de bestraffing van misdrijven inzake leefmilieu met het toezicht belast zijn, alle nodige maatregelen, of leggen ze die zelfs mondeling op, om ervoor te zorgen dat op een zo kort mogelijke termijn weer aan de eisen van dit besluit wordt voldaan.

Indien de niet-naleving een direct gevaar voor de menselijke gezondheid oplevert, wordt de opschorting van de activiteit bevolen.

Verandering van exploitant

Art. 9. Naast de verplichting voor de overlater en de overnemer om onverwijld elke verandering van exploitant aan het Instituut mee te delen, moet elke persoon die zijn exploitatie overlaat de overnemer wijzen op zijn milieuverplichtingen.

Meer bepaald bezorgt hij hem een kopie van alle vergunningen en beslissingen betreffende de betrokken installaties, een kopie van alle vorige aangiften die krachtens dit besluit zijn vereist, alsook een kopie van de briefwisseling met het Instituut over het in overeenstemming brengen van de installaties met de bepalingen van dit besluit.

Overgangsbepaling

Art. 10. De bestaande installaties moeten uiterlijk op 31 oktober 2007 aan de eisen van artikel 3 voldoen.

Artikel 3 is van toepassing op de nieuwe installaties vanaf de inwerkingtreding van dit besluit.

De bestaande installaties moeten zes maanden na de inwerkingtreding van dit besluit voldoen aan de eisen van artikel 6, § 1, en uiterlijk op 31 december 2004 aan de eisen van artikel 6, §§ 2 en 3.

De milieuvergunning kan een kortere termijn vaststellen ingeval de omgeving van de onderneming een bijzondere bescherming vereist.

Artikel 6 is van toepassing op de nieuwe installaties vanaf de inwerkingtreding van dit besluit.

Opheffingsbepaling

Art. 11. Het besluit van de Brusselse Hoofdstedelijke Regering van 8 november 2001 tot vaststelling van de exploitatievoorwaarden voor bepaalde installaties in de voertuigcoatingindustrie wordt opgeheven.

Inwerkingtreding

Art. 12. Dit besluit treedt in werking de dag waarop het in het *Belgisch Staatsblad* wordt bekendgemaakt.

Exécutoire

Art. 13. Le Ministre qui a l'environnement dans ses attributions est chargé de l'exécution du présent arrêté.

Bruxelles, le 3 juillet 2003.

Pour le Gouvernement de la Région de Bruxelles-Capitale :

Le Ministre-Président de la Région de Bruxelles-Capitale, chargé des Pouvoirs locaux, de l'Aménagement du Territoire, des Monuments et Sites, de la Rénovation urbaine et de la Recherche scientifique,

D. DUCARME

Le Ministre du Gouvernement de la Région de Bruxelles-Capitale, chargé de l'Environnement et de la Politique de l'Eau, de la Conservation de la Nature et de la Propreté publique et du Commerce extérieur,

D. GOSUIN

Uitvoering

Art. 13. De Minister van Leefmilieu is belast met de uitvoering van dit besluit.

Brussel, 3 juli 2003.

Voor de Brusselse Hoofdstedelijke Regering :

De Minister-President van het Brussels Hoofdstedelijk Gewest, belast met Plaatselijke Besturen, Ruimtelijke Ordening, Monumenten en Landschappen, Stadsvernieuwing en Wetenschappelijk Onderzoek,

D. DUCARME

De Minister van de Brusselse Hoofdstedelijke Regering, belast met Leefmilieu en Waterbeleid, Natuurbehoud, Openbare Netheid en Buitenlandse Handel,

D. GOSUIN

MINISTERE

DE LA REGION DE BRUXELLES-CAPITALE

F. 2003 — 3728

[C — 2003/31374]

3 JUILLET 2003. — Arrêté du Gouvernement de la Région de Bruxelles-Capitale relatif à l'introduction de véhicules propres dans les flottes des organismes publics régionaux et des organismes ressortissant à leurs autorité et contrôle

Le Gouvernement de la Région de Bruxelles-Capitale,

Vu l'ordonnance du 25 mars 1999 relative à l'évaluation et l'amélioration de la qualité de l'air ambiant, notamment, les articles 21, 22, § 1^{er}, § 2 et § 3 et 26;

Vu l'arrêté royal du 8 mars 1989 créant l'Institut bruxellois pour la gestion de l'environnement, confirmé par la loi du 16 juin 1989, notamment l'article 3 § 3;

Vu l'avis du Conseil de l'Environnement, donné le 8 janvier 2003;

Vu l'avis du Comité de Coordination donné le 22 janvier 2003;

Vu l'avis de l'Inspection des Finances donné le 27 janvier 2003;

Vu l'avis du Conseil économique et social de la Région de Bruxelles-Capitale donné le 23 janvier 2003;

Vu la délibération du Gouvernement du 27 février 2003 sur la demande d'avis à donner par le Conseil d'Etat dans un délai ne dépassant pas un mois;

Vu l'avis L. 35.000/3 du Conseil d'Etat, donné le 13 mai 2003 en application de l'article 84, alinéa 1^{er}, 1^o, des lois coordonnées sur le Conseil d'Etat et transmis le 20 juin 2003;

Sur la proposition du Ministre de l'Environnement,
Après délibération,

Arrête :

Article 1^{er}. Au sens du présent arrêté, sont appelés « véhicules propres » les véhicules utilisant des technologies respectueuses de l'environnement au sens de l'article 22, § 1^{er} et 2, de l'ordonnance du 25 mars 1999 relative à l'évaluation et l'amélioration de la qualité de l'air ambiant, à savoir :

1° Les véhicules de catégorie M et les véhicules des catégories N1, N2 et N3 telles que définies à l'annexe du présent arrêté.

Pour chacune de ces catégories, sont considérés comme « véhicules propres » les véhicules qui respectent les normes Euro IV et Euro V telles qu'explicitées dans l'annexe au présent arrêté avant qu'elles ne deviennent obligatoires.

2° les véhicules de toute catégorie (transport de particuliers, utilitaires lourds et légers, autobus et camions) utilisant les carburants alternatifs à l'essence et au diesel énoncés ci-dessous :

a) le gaz naturel comprimé (en bi-fuel ou fonctionnant exclusivement au gaz naturel);

b) le LPG;

c) le biodiesel;

d) le méthanol;

e) l'éthanol;

MINISTERIE

VAN HET BRUSSELS HOOFDSTEDELIJK GEWEST

N. 2003 — 3728

[C — 2003/31374]

3 JULI 2003. — Besluit van de Brusselse Hoofdstedelijke Regering betreffende de invoering van schone voertuigen in het wagenpark van de gewestoverheden en de instellingen die onder hun bevoegdheid of toezicht vallen

De Brusselse Hoofdstedelijke Regering,

Gelet op de ordonnantie van 25 maart 1999 betreffende de beoordeling en de verbetering van de luchtkwaliteit, inzonderheid op de artikelen 21, 22, §§ 1, 2 en 3, en 26;

Gelet op het koninklijk besluit van 8 maart 1989 tot oprichting van het Brussels Instituut voor Milieubeheer, bekrachtigd bij de wet van 16 juni 1989, inzonderheid op artikel 3, § 3;

Gelet op het advies van de Raad voor het Leefmilieu, gegeven op 8 januari 2003;

Gelet op het advies van het Coördinatiecomité, gegeven op 22 januari 2003;

Gelet op het advies van de Inspectie van Financiën, gegeven op 27 januari 2003;

Gelet op het advies van de Sociaal- Economische Raad voor het Brussels Hoofdstedelijk Gewest, gegeven op 23 januari 2003;

Gelet op de beslissing van de Regering van 27 februari 2003 over het verzoek aan de Raad van State om advies te geven binnen een termijn van een maand;

Gelet op advies L. 35.000/3 van de Raad van State, gegeven op 13 mei 2003 met toepassing van artikel 84, eerste lid, 1^o, van de gecoördineerde wetten op de Raad van State, en overgezonden op 20 juni 2003;

Op voorstel van de Minister van Leefmilieu;
Na beraadslaging,

Besluit :

Artikel 1. In de zin van dit besluit moet onder « schone voertuigen » worden verstaan, de voertuigen die gebruik maken van milieuvriendelijke technologieën in de zin van artikel 22, §§ 1 en 2, van de ordonnantie van 25 maart 1999 betreffende de beoordeling en de verbetering van de luchtkwaliteit, namelijk :

1° de voertuigen van categorie M en de voertuigen van categorie N1, N2 en N3, als omschreven in bijlage bij dit besluit.

Voor al die categorieën worden als « schone voertuigen » beschouwd de voertuigen die aan de in de bijlage bij dit besluit nader omschreven Euro IV- en Euro V-normen voldoen alvorens die bewuste normen verplicht worden.

2° alle categorieën voertuigen (vervoer van personen, lichte en zware bestelwagens, autobussen en vrachtwagens) die gebruik maken van de hierna opgesomde alternatieve brandstoffen voor benzine en diesel :

a) samengeperst aardgas (uitsluitend op basis van aardgas of in combinatie met een andere brandstof);

b) LPG;

c) biodiesel;

d) methanol;

e) ethanol;